



ARGENTINE ET PARAGUAY : DEUX PARTENARIATS À RENFORCER

Compte rendu du déplacement en Argentine et au Paraguay d'une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays du Cône Sud

10 au 19 avril 2016

Du 10 au 19 avril 2016, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays du Cône Sud, composée de MM. Simon Sutour, Président du groupe, Jean-Claude Requier, Président délégué pour l'Argentine, Michel Billout, Président délégué pour le Paraguay, et Jean-Claude Lenoir, Président de la commission des Affaires économiques, membre du groupe, s'est rendue successivement en Argentine et au Paraguay.

Elle y a rencontré des responsables politiques, ainsi que des acteurs de la vie économique, associative et culturelle, afin de prendre la pleine mesure des transformations à l'œuvre dans ces États latino-américains. MM. Olivier Cadic, sénateur représentant les Français établis hors de France, et Sergio Coronado, député représentant les Français établis hors de France ont également pris part à certaines séquences de travail de la délégation à Buenos Aires.

I. L'Argentine, à l'aube de profondes transformations

A – Une nouvelle étape de l'histoire politique de l'Argentine, après douze années de gouvernement péroniste

Pendant les 32 années qui ont suivi la chute de la dictature militaire et la tenue d'élections démocratiques en 1983, la présidence de la Nation a été occupée par des représentants du Parti radical et du péronisme, forme de nationalisme dont l'aile gauche a gouverné de 2003 à 2015, sous les mandats de M. Nestor Kirchner puis de son épouse, Mme Cristina Fernandez de Kirchner.

L'élection de M. Mauricio Macri à la Présidence de la République, le 22 novembre

2015, avec 52,11 % des suffrages, marque donc un tournant. En effet, M. Macri est le représentant d'une coalition de centre droit, la « proposition républicaine (PRO) ».

Cette alternance politique s'est effectuée dans un contexte de difficultés économiques grandissantes au cours des quatre dernières années (inflation, chômage, difficultés d'accès au crédit international).

La délégation sénatoriale a donc rencontré les ministres récemment nommés ainsi que les parlementaires issus des élections présidentielles et législatives d'octobre et novembre 2015, afin de mesurer le tournant politique et économique que l'Argentine souhaite amorcer sous l'impulsion de son nouveau Président.

Lors de ses rencontres avec Mme Paula Bertol, Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, ainsi qu'avec M. Federico Pinedo, Président de la Chambre Haute, M. Julio Cobos, Président de la commission des Relations extérieures, Mme Maria Laura Leguizamon, Présidente du groupe d'amitié Argentine-France, et plusieurs Sénateurs argentins, la délégation française a pu appréhender l'enjeu que représente désormais la coopération entre le gouvernement et le Congrès législatif. En effet, le Président Macri ne dispose pas de la majorité ni dans l'une, ni dans l'autre, des deux Chambres et doit, dans ce système de séparation des pouvoirs similaire à celui des États-Unis d'Amérique, dégager des majorités ponctuelles sur les différents textes afin d'assurer la gouvernabilité du pays. Les ouvertures en direction de l'opposition péroniste se multiplient et certains des votes intervenus depuis le début de la mandature ont prouvé que les partis politiques argentins pouvaient s'entendre sur de grands

enjeux ou des réformes importantes pour le pays.

Cette démarche de l'opposition péroniste sur certains textes est poussée notamment par des responsables politiques locaux tels que le Gouverneur de la Province de Salta, M. Juan Manuel Urtubey, péroniste centriste appartenant à une nouvelle génération d'élus, que la délégation sénatoriale a rencontré au cours de son déplacement. Ce dernier s'est en effet montré disposé, comme d'autres, au cours du premier semestre de l'année 2016, à soutenir un certain nombre de réformes qu'il juge nécessaires pour le développement du pays, notamment en matière économique.



La délégation sénatoriale avec Mme Paula Bertol, Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement

B – Un virage économique important

Le principal changement amorcé en Argentine suite à l'élection de Mauricio Macri est celui d'un tournant économique qui contraste radicalement avec les choix effectués lors des années de présidence de Mme Cristina Fernandez de Kirchner. Les réformes de fond engagées concernent la libéralisation du commerce, l'abandon du contrôle des changes et surtout le règlement d'un litige avec des fonds spéculatifs américains détenteurs d'une partie de la dette argentine.

Ce litige remonte à 2001, pendant la crise économique qui a conduit le pays à faire défaut sur sa dette publique. Entre 2005 et 2010, le Gouvernement est parvenu à restructurer en partie, 93 % des créanciers ont alors accepté une décote de 70 % sur leurs titres. Mais les 7 % restants, appartenant à des fonds spéculatifs, ont fait l'objet d'une action en justice. Emmenés par NML capital, ces fonds spéculatifs, surnommés « vautours », qui avaient acheté la dette à prix bradé, souhaitent obtenir le remboursement total des obligations, sans décote. Des victoires juridiques à l'étranger ont conduit ces fonds à

poursuivre leur bataille contre la Présidence argentine précédente, qui refusait d'appliquer les décisions de justice.

Cette situation, qui a écarté l'Argentine des marchés financiers pour financer sa dette depuis 2001, a été débloquée par la volonté du Président Macri de parvenir à un accord à l'amiable mais coûteux avec lesdits fonds spéculatifs, validé par le vote d'une loi au Sénat argentin le 30 mars 2016.

Lors de sa rencontre avec M. Carlos Foradori, Vice-ministre des Relations extérieures, ainsi qu'avec une délégation de filiales d'entreprises françaises en Argentine, la délégation sénatoriale a mesuré les difficultés qu'ont entraînées les mesures économiques et financières prises par la précédente administration. Les restrictions à l'importation, les limitations d'accès aux devises étrangères et la monnaie surévaluée sont considérées par de nombreux acteurs du monde économique comme des freins au développement de leurs activités et des éléments de détérioration du climat des affaires.

Dans ce contexte, la délégation sénatoriale a fait part de son souhait que les positions de la France, déjà très présente en Argentine notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et de l'automobile, se renforcent à la faveur de ces réformes économiques et des accords bilatéraux signés à l'occasion de la visite du Président de la République française au mois de février 2016. Elle a évoqué également les secteurs dans lesquels la France pourrait conquérir de nouveaux marchés, notamment dans le domaine des infrastructures énergétiques durables, alors que des appels d'offre pour des parcs éoliens, notamment, devraient bientôt être lancés.

En outre, les sénateurs français ont souhaité aborder avec l'ensemble de leurs interlocuteurs les négociations à venir entre l'Union européenne et le Mercosur pour l'établissement d'un accord commercial de libre-échange. Ils ont appelé de leurs vœux une transmission rapide des propositions des deux parties afin d'engager ces négociations, qui seront longues (notamment dans le domaine des produits agricoles) mais pourraient à terme renforcer les liens économiques et politiques entre les deux territoires. La délégation sénatoriale a rappelé la difficulté de ce type de négociations, et fait part de ses espoirs, ainsi que de son souhait que ces négociations soient menées avec transparence et dans le respect des intérêts des deux parties.

C – Une relation historiquement forte avec la France

La délégation sénatoriale a débuté sa visite à Buenos Aires par une dense séquence mémorielle, sociale et culturelle, qui a traduit toute l'importance des liens qui unissent la France et l'Argentine depuis plus de deux siècles.

En cette année de commémoration du 40^e anniversaire du coup d'État militaire du 24 mars 1976, la mémoire de la dictature argentine et de la solidarité de la France durant cette période témoignent d'un moment important de l'intensification des liens d'amitié et de solidarité entre les deux pays. Les sénateurs français ont souhaité se recueillir et se souvenir, au cours d'une visite du « Parc de la mémoire » et d'une rencontre avec l'« Association des Grands-mères de la place de Mai ».

Au « Parc de la mémoire » qui rend hommage aux 10.000 victimes identifiées de la dictature argentine, dont 22 Français assassinés pendant cette période de sept années, les sénateurs français se sont recueillis et ont parcouru l'exposition temporaire qui relate l'accueil en France d'exilés argentins et des soutiens politiques, intellectuels, culturels et sociaux qu'ont pu recevoir, à l'époque, les opposants à la dictature. Cette séquence a été prolongée par une émouvante rencontre, au siège de l'« Association des Grands-mères de la place de Mai », avec des parents et grands-parents enfin réunis avec leurs enfants et petits-enfants, enlevés durant cette période. L'association, qui a œuvré à l'identification de quelque 120 des quelque 500 enfants enlevés durant la dictature, continue à tenter de retrouver, en Argentine et à travers le monde, des individus qui pourraient vivre sous une identité fictive, le plus souvent à leur insu.



La délégation parlementaire avec Mme Estela Barnes de Carlotto, Présidente de l'« Association Grands-mères de la Place de Mai »

La délégation du groupe d'amitié a également visité l'Alliance française de Buenos Aires, l'une des 53 Alliances françaises d'Argentine, qui dispose de moyens importants et fait de ce lieu un pôle central de la vie culturelle et artistique de la capitale. Le maillage territorial dense des Alliances françaises en Argentine, dont certaines sont des structures plus modestes, comme celle visitée à Salta par la délégation française, représentent un important ancrage de la présence française en Argentine, et témoignent de son ampleur et de son dynamisme.

II. Le Paraguay, un pays aux grandes ambitions

La délégation sénatoriale a été reçue à haut niveau à Assomption, rencontrant successivement le Maire de la capitale, une délégation du Sénat, et le Ministre des Relations extérieures du pays, ce qui témoignait de l'intérêt de la partie paraguayenne pour une intensification des relations avec la France, à la veille de la visite à Paris du Président du Paraguay, M. Horacio Cartes.

A – Des échanges avec la France en constante progression

M. Eladio Loizaga, Ministre francophone des Relations extérieures du Paraguay, a reçu la délégation sénatoriale en se félicitant dans ses propos liminaires de l'excellent état des relations entre la France et le Paraguay, qu'il a appelé à intensifier et à diversifier.

Il a notamment évoqué les négociations à venir entre l'Union européenne et le Mercosur en vue de l'établissement d'un traité de libre-échange. Le ministre a indiqué que la France pouvait être un allié dans ces négociations que le Paraguay considère comme prioritaires. Si le Paraguay comprend la défense par chaque pays concerné de ses intérêts nationaux, le Ministre des Relations extérieures a précisé qu'il s'inquiétait d'une attitude trop fermée de la France qui pourrait constituer un frein dans l'échange des offres, première phase des négociations à venir. La délégation sénatoriale a indiqué quant à elle son souhait de parvenir à un accord équilibré, transparent et impliquant les Parlements qui auront *in fine* la tâche de ratifier cet accord. Il est également ressorti des différents entretiens accordés à la délégation du groupe d'amitié que la diplomatie parlementaire pouvait constituer un vecteur important de l'intensification des relations entre la France et le Paraguay, et ce tant du point de

vue de M. Loizaga, ancien parlementaire lui-même, que de celui des sénateurs que la délégation a rencontrés. En effet, au cours du mois d'avril 2016, et en préparation de la venue à Assomption du groupe d'amitié France-Pays du Cône Sud du Sénat, une commission parlementaire d'amitié Paraguay-France s'est constituée au sein du Sénat paraguayen. Les sénateurs membres de cette commission ont appelé à des rencontres régulières avec leurs homologues français pour porter des thématiques d'intérêt commun comme la défense de l'environnement, l'accroissement des échanges commerciaux et diverses coopérations, universitaires notamment.



La délégation française avec M. Loizaga, Ministre des Relations extérieures du Paraguay

B – Un fort dynamisme économique dans lequel la France peut s'inscrire

Le Paraguay se distingue d'autres économies de la région avec un taux de croissance élevé (3 % prévu en 2015 selon le FMI, après 4,4 % en 2014 et plus de 14 % en 2013) malgré les difficultés que traversent ses deux voisins et partenaires commerciaux que sont le Brésil et

l'Argentine. Les autorités du Paraguay envoient des signaux d'ouverture économique afin d'attirer les investisseurs étrangers vers un pays encore insuffisamment connu.

Lors de l'entretien de la délégation avec le ministre des Relations extérieures, cette volonté d'ouverture et d'accroissement des investissements étrangers a été largement abordée. La visite en France de M. Gustavo Leite, Ministre paraguayen du Commerce et de l'Industrie, a également été annoncée pour le 24 mai 2016. Le ministre, qui vient en France pour y rencontrer notamment une délégation du MEDEF, a été invité par le Président du groupe d'amitié à se rendre, à cette occasion, au Sénat afin d'évoquer les possibilités d'investissements français au Paraguay.

Durant ses échanges avec le Maire d'Assomption, la délégation française a été informée des nombreux marchés publics d'infrastructures programmés dans la capitale, notamment en matière de transport et de réseaux. Le premier édile de la capitale a fait part de son souhait que des entreprises françaises y répondent, et que s'amorcent des coopérations décentralisées entre collectivités locales françaises et paraguayennes.

Conclusion

Au cours de sa mission en Argentine et au Paraguay, la délégation a pu mesurer l'attente que suscite la France dans ces deux pays. Ses interlocuteurs, tout en se félicitant du fait que la France ait « réinvesti » l'Amérique latine, ont souligné les liens historiques, politiques, économiques et culturels exceptionnels qui lient la France aux pays du sous-continent. Elle peut ainsi tirer parti de ce sentiment pour renforcer encore sa présence en Argentine et sa relation grandissante avec le Paraguay.

Composition de la délégation



M. Simon SUTOUR
Président du groupe d'amitié
France-Pays du Cône Sud
Sénateur du Gard
(Socialiste et républicain)



M. Jean-Claude REQUIER
Président délégué pour
l'Argentine
Sénateur du Lot
(RDSE)



M. Michel BILLOUT
Président délégué pour le
Paraguay
Sénateur de la Seine-et-Marne
(CRC)



M. Jean-Claude LENOIR
Membre du groupe d'amitié
Sénateur de l'Orne
(Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_978.html